

GAZETTE
DES TRIBUNAUX,
E T
MEMORIAL
DES CORPS ADMINISTRATIFS
ET MUNICIPAUX;

TOME NEUVIÈME.

Depuis le 18 novembre 1793 , jusqu'au 30
avril 1794. (Vieux style.)



Se trouve à PARIS ,

Au Bureau général de la *Gazette des Tribunaux* ,
rue du Four , Section de l'Unité , N^o. 111.
Et chez *C. F. Perlet*, Imprimeur du Tribunal
de Cassation , maison de Châteaueux , rue
André-des-Arts.

1 7 9 4.

M Ê M E T R I B U N A L

Marie-Olympe de Gouges, veuve Aubry, femme de lettres, convaincue d'avoir composé des écrits tendans au rétablissement d'un pouvoir attentatoire à la souveraineté nationale, condamnée à la peine de mort.

La France renverse le trône, adopte la république, menace de la peine de mort ceux qui proposeroient le rétablissement de la royauté. *De Gouges* brave la loi, et lutte contre la nation. Elle compose une foule d'écrits anti-patriotiques et contre-révolutionnaires. Dans l'un, elle adopte le titre de défenseur de Louis *Capet*, et lui prodigue les plus grands éloges ; dans un autre, qu'elle intitule : *La France sauvée, ou le tyran détrôné*, que trouve-t-on ? une diatribe virulente contre les plus ardens patriotes. Voici les paroles que *de Gouges* met dans la bouche de *Marie-Antoinette* : les faiseurs d'affiches, ces barbouilleurs de papier ne valent pas un *Marat*, un *Robespierre*. Sous le spécieux langage du patriotisme, ils renversent tout, au nom du peuple ; ils servent en apparence la propagande, et jamais chefs de faction n'ont mieux servi la cause des rois ; ils mènent, de front, deux partis qui vont d'un pas rapide au même but. J'aime ces hommes entreprenans ; ils possèdent l'art difficile de tromper profondément les foibles humains ; ils ont bien senti, dès l'origine, qu'il

falloit , pour me servir , se frayer un chemin opposé. Calonne , applaudis-toi , c'est ton ouvrage.

Dans une adresse au tribunal révolutionnaire , *de Gouges* s'attache à avilir les autorités constituées.

Ici elle déclare qu'elle préfère à tout autre gouvernement le gouvernement monarchique.

Là , elle se permet de dire aux Français qu'ils sont encore courbés sous le joug de *Louis*.

Ailleurs , elle soutient que le vœu des citoyens , en faveur de la république , n'a point été libre.

Ailleurs , elle s'efforce de rendre suspects les représentans aux représentés , les représentés aux représentans.

Ailleurs , Emule d'*Isnard* , elle le surpasse. Ces anathèmes dont Paris seul étoit l'objet , *de Gouges* les prononce contre toute la France.

Une dernière production de cette femme , qu'il est indispensable de rappeler , ce sont les *trois Urnes ou le Salut de la Patrie*. Ce titre indique l'objet de l'ouvrage : *de Gouges* y reproduit le projet de soumettre à la sanction du peuple le jugement de *Louis Capet*. Elle propose la convocation des assemblées primaires ; elle veut qu'on place dans le sein de ces assemblées trois urnes , afin que chaque citoyen émette son vœu , soit en faveur de la monarchie , soit en faveur de la république , soit en faveur du fédéralisme.

Cet ouvrage , elle le compose , suivant sa propre déclaration , dans le mois de mai 1793 (vieux style) ; elle l'imprime ; elle le distribue ;

et veut charger un afficheur de le placarder ; il s'y refuse.

Instruite des sentimens et de la conduite de cette femme , l'administration de police prend les mesures que prescrit la loi. On saisit dans le domicile de *de Gouges* , les écrits dont on vient de présenter la nomenclature. On la met en état d'arrestation. On la livre au tribunal révolutionnaire. Qui le croira ? Du sein de sa prison , et pendant l'instruction de son procès , elle adresse *les trois Urnes* à son fils , officier de l'Etat-Major dans l'armée de la Vendée.

A l'audience publique , trois témoins déposent contre l'accusée. L'un de ces témoins est l'afficheur. Il affirme que *de Gouges* lui a remis les affiches ; qu'il a refusé son ministère , après avoir reconnu que l'ouvrage étoit aristocratique.

De Gouges convient de cette remise et de ce refus.

Ce qui m'a déterminé , dit-elle , à composer *les trois Urnes* , c'est l'orage qui grondoit dans plusieurs départemens , à *Bordeaux* , à *Lyon* , à *Marseille*. J'ai conçu l'idée de les réunir. J'ai cru qu'il falloit , pour y réussir , leur laisser la liberté du choix. Quant à l'ouvrage intitulé : *La France sauvée , ou le Tyran détrôné* , j'ai dû mettre dans la bouche d'Antoinette un discours conforme à son caractère. Je n'en suis pas moins patriote. Depuis long-temps , je ne cesse de propager les opinions republicaines. Je suis la fondatrice des sociétés populaires de mon sexe.

Pressée de manifester ses sentimens sur les défenseurs du peuple , mon opinion , à cet égard ,

répond-elle, n'a jamais varié. Je les ai toujours regardés, et je les regarde encore comme des ambitieux.

Les jurés déclarent, . 1^o. qu'il est constant qu'il existe au procès des écrits tendans au rétablissement d'un pouvoir attentatoire à la souveraineté du peuple; 2^o. que *Marie-Olympe de Gouges*, veuve *Aubry*, est convaincue d'être l'auteur de ces écrits.

L'accusateur public rappelle les termes de la loi, et en demande l'exécution.

Le président interpelle l'accusée de déclarer si elle a quelques observations à faire sur l'application de la loi. Mes ennemis, dit-elle, n'auront point la gloire de voir couler mon sang; je suis enceinte, et je donnerai à la république un citoyen ou une citoyenne.

Le Tribunal, faisant droit sur les conclusions de l'accusateur public, condamne *de Gouges* à la peine de mort, conformément à l'article 1^{er}. de la loi du 29 mars 1793; déclare que ses biens sont confisqués au profit de la république, conformément à l'article 2 du titre 2 de la loi du 10 mars aussi dernier; ordonne que le présent jugement soit exécuté sur la place de la Révolution, imprimé, etc.

Et attendu la déclaration publique faite par *de Gouges*, qu'elle est enceinte, le Tribunal, faisant droit sur les conclusions de l'accusateur public, ordonne qu'elle soit visitée par les

médecins , chirurgiens et matrones assermentés au tribunal , etc. (1).

Jugement du 12 brumaire , l'an 2 de la république.

(1) Le même jour, visite. La déclaration de *de Gouges* reconnue fausse. Le lendemain, rapport des médecins , etc. Le Tribunal , par jugement prononcé en la chambre du conseil , ordonne que le jugement de la veille soit exécuté dans les vingt-quatre heures.

Exécution le 13.

Arrivée au lieu du supplice , *de Gouges* fixe le peuple , et s'écrie : *Enfans de la patrie, vous vengerez ma mort.....* On lui répond par des cris répétés de *vive la république !*

TRIBUNAL d'appel de la Police correctionnelle.

Contravention aux réglemens de police , qui assujettissent les marchands à inscrire sur un journal , les noms des particuliers de qui ils achètent des marchandises , quand ces particuliers ne sont , ni marchands , ni fabricans des objets achetés.

La citoyenne *Theault* , domiciliée à St-Malo , vient à Paris ; elle reçoit , rue du Jour , maison d'Angleterre , diverses marchandises qu'elle avait intention de vendre. *Langlois* s'introduit dans la maison d'Angleterre , et vole ces marchandises ; il les transporte chez *Pin* , négociant , rue de Richelieu , et les lui vend. A force de recherches ,